CYCLE DE DISCUSSIONS

DES ASSEMBLÉES NUIT DEBOUT,
DE LA DYNAMIQUE DU MOUVEMENT CONTRE LA LOI TRAVAIL,
VERS UN IMAGINAIRE ET DES TRAJECTOIRES COMMUNES.

RETROUVONS-NOUS AUTOUR DU THÈME SUIVANT
DU 26 NOVEMBRE AU 15 DÉCEMBRE :

S'OPPOSER AU RÉGIME

QUELLES EXPÉRIENCES? QUELLES PERSPECTIVES?

Samedi 26 novembre à 18h

Processus révolutionnaires au Rojava (Kurdistan)

par Raphaël Lebrujah
aux locaux du syndicat SUD rail,
259 bis Rue Pierre Corneille,
Sotteville-Lès-Rouen

Samedi 10 décembre à 18h

1794
Combattre un régime thermidorien

par Deborah Cohen
à la Conjuration des Fourneaux
149 rue Saint Hilaire, Rouen

Jeudi 15 décembre à 18h

D'un héritage des luttes paysannes à l'occupation de la zone à défendre de Notre-Dame-Des-Landes

par des Habitants de la ZAD
Batiment Lavoisier, Salle L101
sur le Campus de l'université de
Mont Saint Aignan

Introduction

Sur le strict plan de la loi « travail », nous pouvons désormais l'affirmer, nous avons été défaits. 49.3 à répétition, arrestations et violences policières dans nos cortèges, interdictions de manifester, assignations à résidence, réquisitions forcées de grévistes, évacuations musclées des blocages stratégiques. Les enquêtes se poursuivent et les peines de prison continuent de tomber. L'arsenal répressif de l'état d'urgence s'est finalement dilué dans le droit commun et l'appareil d'État peine à masquer son caractère brutal et autoritaire. Il a d'ailleurs depuis dégainer contre la Jungle de Calais et s'apprête à réitérer contre la Zone à défendre de Notre-Dame-Des-Landes.

Finies, donc, les illusions d'une police à l'écoute et d'une justice juste. Finis aussi les espoirs en la gauche institutionnelle et, du même coup, en une certaine forme de la politique classique. Mais c'est précisément sur ce plan là que nous avons gagné : celui d'avoir éprouvé avec autant de solidarité que d'évidence la nécessité de formes d'organisation nouvelles. C'est autour de celles-ci que nous nous sommes trouvés dans les assemblées « Nuit debout » et que nous en avons pris acte. Du syndicaliste au lycéen nous avons composé collectivement, au-delà du cloisonnement corporatiste et d'une nocive dissociation des modes d'action. Ce sont ces liens, ces discussions, ces actions, ces expériences qui ont tissé, à échelle nationale, des communautés de lutte. Des cortèges de tête aux blocages économiques, une intelligence stratégique est née. Ceci nous l'avons gagné.

Mais le printemps dernier a aussi produit son lot d'insatisfaction. De vieux héritages politiques et idéologiques nous ont bloqué, puis menés droit dans l'impasse du mouvement social à la française, ne dépassant pas le simple état d'agitation. L'imagination, l'audace, les moyens ? Quelque chose nous a manqué. Une chose est sûre : l'intensité des mois derniers n'a pas été propice aux discussions de fond. Il nous paraît désormais primordial de réussir à se poser ensemble les bonnes questions, de nous doter d'armes théoriques, d'esquisser un imaginaire et une perspective commune à même de renverser le présent.

S'opposer à un régime : quelles expériences, quelles perspectives ?

Voici le thème autour duquel le premier cycle de discussion s'enclenche. Une problématique qui nous semble adéquate à la séquence politique que nous traversons : celle d'un bouillonnement social à l'orée de la période électorale. Pour que l'impasse que cette dernière nous réserve ne soit pas fatale, il nous faut tracer d'autres voies et d'autres possibles. Pour ce premier cycle, nous parlerons des insurgés kurdes, de Baboeuf et de la période thermidorienne, ainsi que de l'histoire des luttes paysannes en Loire-Atlantique. A travers ces lieux et périodes, il n'est pas question de se heurter à nos propres héritages idéologiques mais plutôt de réussir à percevoir qu'est ce qui contribue à notre questionnement et à sa mise en pratique.

Le cycle est composé de trois moments de discussion qui auront lieu tour à tour aux locaux du syndicat SUD rail, à la Conjuration des fourneaux et à l'université de Mont Saint Aignan, lieux chargés de la lutte contre la loi « travail ». Ces moments seront suivis de débats et de discussions suite auxquels nous formulerons ensemble le thème qui nous semblera pertinent pour le prochain cycle.

Samedi 26 novembre à 18h
dans les locaux du syndicat SUD-Rail,
259 bis Rue Pierre Corneille,
Sotteville-Lès-Rouen

Processus révolutionnaires au Rojava (Kurdistan)

par Raphaël Lebrujah

La résistance kurde connaît depuis quelques années des niveaux d'intensité rarement atteints dans son histoire. On entend parlé de « soulèvement » kurde, de « révolution », de territoires et villages « autonomes ». Bien que la victoire des insurgés contre Daesh lors de la bataille de Kobané en 2014 ait suscitée une curiosité et du soutien provenant de l'occident, la situation reste mal connue.

Raphaël Lebrujah s'est rendu plusieurs fois sur place au cours des derniers mois. Depuis, il tient à jour un blog (https://blogs.mediapart.fr/laterreur), il écrit sur différents sites francophones d'informations kurdes et tente ainsi d'éclaircir le processus à l'œuvre. Il nous parlera autant de leurs tendances théoriques que de leurs expériences pratiques et tentera de répondre à nos questionnements : comment s'est enclenché le « processus révolutionnaire » du peuple kurde ? comment s'organise la vie en l'absence d'un pouvoir centralisé ? à quel point est-ce l'affaire de tous et non d'un « parti révolutionnaire » et de professionnels de la politique ?

> Quand on parle des Kurdes on fait référence à une culture ancestrale implantée depuis plus de 5000 ans en Mésopotamie (au sein de ce qu'on appelle maintenant le « Proche Orient »). Ce territoire montagneux donne naissance aux fleuves du Tigre et de l'Euphrate, ce qui aura permis la sédentarisation des tribus semi-nomades à travers l'agriculture ; on considère d'ailleurs ce territoire comme le berceau des civilisations. Néanmoins, les Kurdes ne constituent pas un peuple unifié, mais plutôt une société composée de multiples tribus qui parlent plusieurs langues (dont quatre principales de nos jours) et qui se sont trouvées séparées

depuis le XVIIème siècle entre l'empire ottoman et l'empire perse. C'est au XXème siècle, après la 1ère Guerre Mondiale, que les États occidentaux gagnants (notamment la France, le Royaume-Uni et l'Italie) ont démantelé le perdant – l'empire ottoman – en plein de morceaux et les ont soumis à leur contrôle. C'est ainsi que les zones de population kurde se sont retrouvées traversées par de nouvelles frontières, divisées entre quatre des États nouvellement créés : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

Ce nouveau modèle pour la région, l'État-Nation, va reproduire ce qui avait eu lieu en Europe des siècles auparavant, à savoir, l'imposition par la force d'une seule identité nationale, niant toute existence de cultures très variées. En Turquie, l'État a été créé par le mouvement nationaliste des « Jeunes Turcs » qui avait utilisé des hommes de toutes les autres cultures (notamment, les Kurdes) comme chair à canon dans sa guerre d'indépendance jusqu'à décrocher en 1923 la République de Turquie. Ceci sous la direction de Mustafa Kemal, qui prendra le nom d'Atatürk (le « père des Turcs »). C'est à partir de là que des tribus kurdes vont se soulever, dirigées par des chefs militaires ou religieux. Chaque soulèvement sera écrasé dans le sang ; le plus tristement célèbre étant celui de 1937 à Dersim, qui finira avec la moitié de la population de la région de Dersim déportée vers les villes de l'ouest ou exterminée (environ 40000 personnes). Il s'agit du premier génocide kurde.

Toute spécificité culturelle étant interdite et réprimée, les Kurdes (ainsi que les Arménien.ne.s, les Lazes, les Assyrien. ne.s et toutes les autres cultures) seront emprisonné.e.s, exécuté.e.s ou porté.e.s disparu.e.s pour avoir parlé leur langue en public, chanté ou dansé sur leur musique traditionnelle, et ce, jusque dans les années 2000. C'est pourquoi aujourd'hui la résistance kurde est indissociable de sa langue, sa musique et sa danse. La politique de la République de Turquie continue jusqu'à aujourd'hui de considérer les Kurdes comme une sous-culture turque arriérée, qui n'a comme choix que « l'assimilation » ; en gros, se plier à la « turquicité » ou mourir. La répression brutale et la militarisation de tout le territoire Kurde (du sud-est du pays) aura contraint des millions de Kurdes à la déportation vers des villes de l'ouest de la Turquie et vers l'Europe. En ce moment, la population Kurde (estimée à plus de 40 millions) est répartie environ selon ces chiffres : 25 millions en Turquie, 8 en Iran, 5 en Irak, 4 en Syrie, et 2 en Europe occidentale (dont 1,5 en Allemagne, et 250000 en France).

Ce n'est qu'à partir des années 1970 que des mouvements de libération nationale kurdes apparaissent en Turquie (inspirés notamment par les mouvements en Amérique latine), en particulier le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) créé en 1978 par des étudiants marxiste-léninistes qui voulaient voir évoluer la société tribale kurde en une société révolutionnaire et indépendante de la souveraineté turque. Après le coup d'État de 1980, le régime militaire va se déchaîner sur tous les militant.e.s de gauche, en emprisonnant et exécutant une bonne partie. Le PKK décide alors de prendre les armes et lance le 15 août son premier soulèvement. Constitué en comités régionaux qui font du porte à porte et qui essayent d'attirer un maximum de familles, le PKK devient assez vite le principal acteur de la lutte kurde.

Les années 1980-1990 seront marquées par la guerre entre d'un côté l'armée turque et de l'autre les combattant.e.s du PKK et les civil.e.s habitant les villes et villages kurdes. Environ 4000 villages sont brûlés, à nouveau 3 millions de réfugié.e.s quittent leur terre, 30.000 civil.e.s sont tué.e.s, et des milliers de militant.e.s et intellectuel.le.s, etc., emprisonné.e.s (beaucoup sont toujours derrière les barreaux). Ces décennies sanglantes auront gravé la mémoire des Kurdes et auront laissé orpheline toute une génération de jeunes qui ont perdu leur père ou un.e autre proche, et qui se battent actuellement contre la police et l'armée depuis cet été. Mais c'est aussi de cette période que le PKK tire sa réputation de « stalinien » ; il est vrai que, comme toute force armée dans une guerre, le PKK n'est pas tout blanc et a commis des violences douteuses, y compris à l'intérieur du mouvement. Néanmoins, une grande partie de la population kurde de Turquie reconnaît au PKK, et à son leader Abdullah Öcalan, leur courage et leur détermination qui auront réussi à créer un véritable rapport de force capable de faire valoir certains de leurs droits de base (par exemple, depuis les années 2000 la langue kurde et le mot — « kurde » — ne sont plus interdits).

Quelque chose d'impressionnant pour un mouvement politique de masse c'est l'autocritique qui a été portée d'abord par le leader « Apo » (« tonton ») enfermé sur l'île-prison d'Imrali depuis 1999. Cette réflexion sur le PKK et les autres luttes de libération nationale a mené le PKK à adopter une toute autre philosophie et tactique politiques, nommée le « confédéralisme démocratique ». En résumé, cette théorie part du constat que l'État est le résultat d'une évolution sociale et politique basée sur la domination par quelques humains sur le reste des humains

et sur les écosystèmes, puisant ses racines dans le système de domination patriarcal (né au néolithique avec la figure du chasseur/guerrier). La conclusion étant que si l'on veut libérer une communauté (ou autrement dit, instaurer une véritable « démocratie »), cela ne peut en aucun cas passer par la revendication d'un État et cela ne peut avoir lieu sans la révolution des femmes. Le « confédéralisme démocratique » prône, comme son nom l'indique, une organisation confédérale de communes locales, coordonnées entre elles à plusieurs échelles. Il s'agit en fait d'une adaptation du « municipalisme libertaire » de Murray Bookchin (fondateur de « l'écologie sociale »).

Il serait sûrement naïf de croire que tout un mouvement, et en particulier une organisation armée, aient pu entièrement changer de fond politique, mais cette approche est tout de même prônée par l'ensemble du mouvement de lutte kurde en Turquie, et expérimentée dans une certaine mesure dans le Kurdistan de Turquie (Bakûr) et en une plus grande mesure dans le Kurdistan de Syrie (Rojava) depuis sa prise d'autonomie face au régime de Bachar al-Assad en 2012. Dans la partie irakienne (Başûr), la réalité est bien différente. La tribu des Barzani est au pouvoir depuis bien longtemps et a négocié sa demi-indépendance avec le régime de Bagdad instauré par les États-Unis, devenant ainsi un allié des pays occidentaux et de l'OTAN (dont la Turquie), ce qui va de pair avec le développement capitaliste, notamment de sa capitale, Erbil. Les opposant.e.s (dont le PÇDK proche du PKK) sont peu nombreux. ses et bien réprimé.e.s.

C'est certainement en Iran que la situation est la pire. La dictature de Rohani réprime toute pratique déviant de la loi imposée par le régime. Prison, torture, exécutions et lapidations. Les quelques combattant.e.s survivant.e.s du PJAK (parti proche du PKK dans le Kurdistan d'Iran, Rojhelat) se sont réfugié.e.s il y a longtemps dans les montagnes de Başûr, et la plupart des autres résistant.e.s ont dû s'exiler à l'étranger. C'est pourquoi lorsqu'on s'intéresse au mouvement révolutionnaire kurde, on finit par focaliser son attention sur le Bakûr et le Rojava, même si le confédéralisme porté là-bas a la prétention de s'étendre à l'entièreté du Kurdistan ainsi que du Moyen-Orient.

Ne Var Ne Yok
Merhaba Hevalno n°1
Panorama historique des luttes au Kurdistan

Samedi 10 décembre à 18h
À la Conjuration des fourneaux,
149 rue Saint Hilaire, Rouen

1794
Combattre un régime thermidorien

par Deborah Cohen,
Maître de conférences en histoire moderne

Thermidor, c'est un moment particulier de l'histoire française, la période ouverte, le 9 thermidor an II (27 juillet 1794), par l'arrestation puis la mise à mort de Robespierre et des robespierristes, la destruction de l'œuvre du Comité de Salut public et, au-delà, la volonté non seulement d'achever mais aussi d'oublier la Révolution. Plus largement, c'est devenu un paradigme : il y aurait un cycle « naturel » du processus révolutionnaire qui, comme un organisme vivant, naîtrait, grandirait puis dégénérerait en réaction puis en dictature. 1793 aurait donc eu son Thermidor, mais aussi la Commune de Paris ou la révolution russe de 1917. Et nous ? la période de profonde réaction que nous vivons n'est-elle pas le Thermidor des années 1968 ? C'est à partir de cette hypothèse qu'on se proposera de réfléchir dans cette séance.

Un régime thermidorien, c'est la violence d'une réaction politique (restriction des libertés - voir notre état d'urgence - dans un régime qui se réclame pourtant du droit), d'une réaction économique (abandon de la question de l'égalité, par exemple abandon du maximum en l'an III, donc libéralisation et augmentation massive des prix du pain - voir notre loi « Travaille ! ») et sociale (comme aujourd'hui, la période de l'an III voit se creuser de manière abyssale les inégalités : ceux que l'on appela la « jeunesse dorée », ou les « muscadins », jeunes bourgeois qui s'étaient soustraits à la réquisition, paradaient dans un Paris qui connaissait sa plus grande famine depuis longtemps). Mais un régime thermidorien, c'est aussi un régime qui, s'il se veut le fossoyeur de la révolution, se heurte à un peuple qui résiste - et qui résiste d'autant plus qu'il se souvient de ses succès récents et qu'il est con-

scient de sa force. En Thermidor, rien n'est encore joué, la lutte continue. Elle peut ouvrir sur la dictature (de fait, ce sera le Directoire puis l'Empire), mais aurait-elle pu ou comment pourrait-elle ouvrir sur autre chose ? Les hommes et les femmes qui se sont battus contre Thermidor et le Directoire ont été défaits et, après les grandes émeutes parisiennes du 1er avril et du 20 mai 1795 (germinal et prairial an III), après la Conjuration des Égaux, il n'y aura plus de grand mouvement avant 1830. Comment et pourquoi ont-ils été défaits ? Que pouvons-nous apprendre de ces luttes, de ces espoirs et de cette défaite ?

C'est avant tout dans une perspective tactique et concrète qu'il nous faut nous pencher sur cette histoire, non pour l'exalter ou la déplorer, mais pour nous en nourrir et nous préparer. Parmi toute une série de questions que nous pourrons poser, deux me semblent essentielles :

1) Comment articuler mouvement populaire et collectifs militants ?

2) Comment articuler invention d'une nouvelle forme de vie - qui passe par le refus de la violence qui est celle du régime en place - et nécessité de s'imposer à ceux qui emploient la force ?

Les émeutes de germinal et prairial sont des émeutes populaires nombreuses et spontanées. On est dans le cas de mouvements qui n'ont ni centre d'impulsion ni leaders, qui se déroulent à la fois dans l'enceinte de la Convention et dans les rues de Paris et des faubourgs. Il y a certes un projet insurrectionnel de Brutus Magnier, rédigé en prison en pluviôse an III, et qui a circulé, mais c'est un projet pacifique, un projet de manifestation plus que d'insurrection. La masse sans-culotte est invitée à se présenter « armée » à la Convention nationale, mais, Magnier pense encore qu'il suffira au peuple de Paris d'apparaître pour voir « pâlir tous les contre-révolutionnaires » : « la Convention vous tendra les bras », croit Magnier. Et c'est avec cette croyance que les sans-culottes vont en effet se présenter à l'Assemblée, sans s'être préparés à la nécessité éventuelle de la violence. Plus étonnant encore : le 2 prairial, quand le général Alexis Dubois marche sur la foule rassemblée autour de la Convention, elle se disperse sans résistance. Et le lendemain, quand le général Kilmaine, chargé de liquider le faubourg Antoine, est pris dans une barricade, il est relâché. De même, et l'on sait que cela fut fatal à l'insurrection, les insurgés n'ont jamais utilisé les canons dont ils dispo-

saient, jamais essayé d'arrêter les membres des comités de gouvernement ou les chefs de la fraction thermidorienne. Et en dépit du fait qu'ils ont ensuite construit l'image d'un peuple enragé et bestial en cette journée, les contemporains se sont en réalité étonnés que le peuple ne pousse pas son avantage et n'use pas plus de la force.

Au printemps, nous avons manifesté massivement, pacifiquement, sans leaders - non parce que nous étions incapables d'en avoir, mais parce que nous n'en voulions pas plus que le peuple de l'an III n'en voulait (il sortit des années de Terreur et savait le prix d'une organisation centralisée, quand bien même elle se voulait révolutionnaire et au service du peuple). Nous avons été défaits comme le peuple de 1794 : arrestations, tirs de LBD40 faisant des centaines de blessés graves, démoralisation. Comme le peuple de 1794, aurions-nous grillé nos cartouches ? un mouvement de masse est-il encore possible ou nous faudra-t-il attendre 36 ans notre 1830 ?

Ces questions du rapport au peuple, de la violence, des formes de l'opposition, Gracchus Babeuf et ses compagnons les ont aussi posées en 1795-96, et nous pourrons explorer leurs interrogations, qui peuvent être les nôtres, parce que notre situation est en partie comparable.

Jeudi 15 décembre à 18h
Batiment Lavoisier, Salle L101
sur le Campus de l'université de
Mont Saint Aignan

D'un héritage des luttes paysannes à l'occupation de la zone à défendre de Notre-Dame-Des-Landes

par des Habitants de la ZAD

IMPORTANT : en cas d'expulsion ou début de travaux à Notre-Dame-Des-Landes à la date de la discussion, celle-ci se verra annulée et éventuellement reportée. Tenez-vous donc informés sur le facebook « Nuit Debout - Rouen », ou dans l'actualité.

Si nous parvient aujourd'hui l'écho persistant des jacqueries et des communaux, des révoltes et des insurrections d'hier, c'est parce que nous habitons les lisières d'un bocage ingouvernable, celui de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. C'est parce que ces expériences passées entrent en résonance avec nos vies, avec nos trajectoires actuelles et que nous y puisons des pratiques et des critiques, des gestes et des imaginaires collectifs. Ces histoires nous voudrions les faire entendre, les faire vivre, les diffuser pour qu'elles infusent le mouvement et deviennent communes.

Les traces que ces expériences de luttes passées laissent derrière elles - souvenirs, mythes et récits - marquent le territoire même. Habiter quelque part, c'est incorporer des bribes de mémoire collective qui vivent en nous, qui hantent nos luttes comme nos rêves. Pour nous qui habitons, défendons et cultivons en commun ce bocage, ces restes sont des indications pour naviguer dans le tumulte du mouvement de lutte contre l'aéroport et son monde. Ils sont des repères pour s'y projeter au-de là de l'urgence activiste qui cherche à nous capturer dans le présent, nous enfermer dans le court terme.

À la lisière du bocage, s'expérimentent de nouvelles formes de communisation des terres. Alors que le mouvement de lutte contre l'aéroport a gagné en puissance et en intensité depuis qu'il a su défendre le bocage pendant l'opération César (tentative d'expulsion de la zone par la police en 2012), se pose désormais en pratique la question d'usages communs d'un territoire qui puissent s'affranchir des logiques gestionnaires, policières et marchandes qui président à son aménagement.

Raconter la genèse du bocage, parcourir les récits de luttes paysannes pour la défense des communaux, c'est glaner de quoi nourrir les perspectives communes qui s'ébauchent ici et maintenant sur la ZAD.

Ci-dessous, l'extrait d'un de leurs textes :

> La production de la ville ou du bocage comme territoires furent l'objet d'une guerre. La genèse du bocage, comme celle de la métropole, est celle de la territorialisation d'un rapport de pouvoir. Ni le paysan qui façonne le bocage, ni l'ouvrier du bâtiment qui construit le complexe métropolitain, ne sont véritablement libres de leurs gestes. Ils ne façonnent pas le territoire selon leurs besoins et leurs désirs mais selon un ordre qui, sans cesse, cherche à s'imposer à leur existence.
>
> Le bocage est un territoire que sculptent des gestes communs : creuser des fossés, monter des talus, planter et entretenir des haies, des prairies, des céréales et des vergers, construire des fermes, faire pâturer des bêtes, fabriquer ses outils, son alcool, ses armes... Mais si nous y décelons les restes d'espaces d'autonomies aujourd'hui quasiment anéantis, nous refusons de sacraliser le bocage, ses mares, ses prairies, ses haies, sa faune et sa flore, comme nous refusons de sacraliser la paysannerie. Nous n'éprouvons pas le besoin d'idéaliser un territoire pour le défendre, ni d'idéaliser une forme de vie pour qu'elle nous traverse. La question, pour nous qui voulons habiter ce bocage, est de déceler ce que sa genèse recèle de restes à partir desquels faire sécession avec la métropole.
>
> La création du bocage, que nous appellerons ici embocagement,

correspond à la fin des Communaux et à l'aménagement des landes. Les haies que nous longeons sans cesse et dont nous avons l'usage, de la cueillette de mûres à l'embuscade de gendarmes ; ces haies, furent d'abord une forme d'enclosure. Elles sont un dispositif de délimitation et d'attribution de parcelles à des individus ou groupes en contrepartie d'une portion des récoltes ou d'une somme d'argent. Les haies furent donc d'abord un marqueur végétal de la propriété foncière. Le dessin géométrique du parcellaire agricole ne doit rien au hasard, c'est l'une des milles manières pour le pouvoir de gouverner le territoire. »

A LA LISIÈRE DU BOCAGE
Histoires de luttes territoriales pour la défense des communaux
Printemps 2015

Contact: nuitdeboutrouen@gmail.com
Facebook : Nuit Debout – Rouen